

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques chroniques, éolien, sites et sols pollués
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 4 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



TECHNICENTRE DE NEVERS

1, rue Benoît Frachon
58640 VARENNES-VAUZELLES

Références : 220493

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2022 dans l'établissement TECHNICENTRE DE NEVERS, implanté 1, rue Benoît Frachon - 58640 VARENNES-VAUZELLES. L'inspection a été annoncée le 07/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le positionnement de l'exploitant concernant le rejet de substances dangereuses dans l'eau est en cours, l'inspection a pour thème principal « risques chroniques eaux ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TECHNICENTRE DE NEVERS
- 1, rue Benoît Frachon - 58640 VARENNES VAUZELLES
- Code AIOT dans GUN : 0024900082
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ex IED - MTD

740 personnes travaillent sur le site du Technicentre Industriel Nevers Languedoc (TINL), 100 engins sont traités en révision et/ou modernisation chaque année. TINL répare 60 000 organes majeurs par an (essieux, bogies, compresseurs, sellerie, groupes électrogènes) et rénove du matériel urbain (production d'air, sellerie). Le site est classé à autorisation pour sa STEP et ses 2 ateliers sur banc d'essai.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 3	/	Sans objet
Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 6	/	Sans objet
Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 8	/	Sans objet
Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 10	/	Sans objet
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 11.1	/	Sans objet
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 11.3	/	Sans objet
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 11.4	/	Sans objet
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 14	/	Sans objet
Contrôle et suivi des effluents	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 15	/	Sans objet
Contrôle et suivi des effluents	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 15.6	/	Sans objet
Sécurité	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 29	/	Sans objet
Sécurité	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 32	/	Sans objet
Prescriptions particulières	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 38	/	Sans objet
Prescriptions particulières	Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 39	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'est relevée, quelques compléments ou explications ont été demandés et fournis par l'exploitant par mail après l'inspection.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Classement des installations
Prescription contrôlée : Rubriques de l'arrêté préfectoral définies à l'article 3.
Constats : Les rubriques ne sont plus à jour. Le porter-à-connaissance a été transmis par l'exploitant, la mise à jour sera réalisée en même temps que celle rendue nécessaire par l'application de l'arrêté ministériel RSDE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Envol de poussières, transport de fluide
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses doivent être prises : les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées ; des écrans de végétation doivent être mis en place. Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.
Constats : Les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses sont prises : - les surfaces où cela est possible sont engazonnées ; - des haies sont mises en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles
Prescription contrôlée : Les mesures, prélèvements et analyses, dans le cadre de l'auto-surveillance, de la validation de l'auto-surveillance ou de contrôle inopiné, doivent être réalisés suivant les méthodes de référence indiquées en annexe I.a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (abrogé!). Pour l'auto-surveillance, d'autres méthodes peuvent être acceptées sous réserve que les résultats obtenus soient équivalents à ceux fournis par les méthodes de référence et après accord de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'auto-surveillance, toutes les analyses, mesures et prélèvements sont confiées à Véolia qui travaille avec le laboratoire EUROFINS. Un COPIL est organisé chaque trimestre avec VEOLIA.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant doit entretenir en bon état et vérifier les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions ainsi que ceux nécessaires à la sécurité. Pour ce faire, il doit procéder ou faire procéder à toutes mesures utiles telles qu'inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il doit diligenter sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.
Constats : Étalonnage du débitmètre en juin et octobre 2021. Visuellement les matériels, appareils et canalisations de transport ou stockage des substances toxiques sont en bon état, les dates de contrôles sont indiquées sur les appareils.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des consommations d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, doivent être équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Ils doivent être relevés hebdomadairement et les résultats doivent être portés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit rechercher, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.
Constats : Depuis janvier 2021, plus de prélèvement en Loire, seulement un prélèvement du réseau eau potable public. Les installations de prélèvement d'eau sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs qui sont relevés hebdomadairement. Les résultats sont portés sur un registre. Une alarme associée à un système de capture de l'alimentation en eau potable, est installée et se déclenche en cas de forte consommation d'eau d'une durée supérieure à 5 mn.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 11.3
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet
Prescription contrôlée : Les ouvrages d'évacuation R2, R21, R22 et R3 doivent être réalisés pour permettre la mesure et l'enregistrement en continu du débit et la constitution d'échantillons d'effluents représentatifs proportionnels au débit. Ces ouvrages doivent être en état de fonctionnement en toutes circonstances y compris en période de crues.
Constats : Il n'y a pas de totalisateur de débit pour R3 car ce n'est pas représentatif, les eaux pluviales de la Ville rejoignant R3
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 11.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Les aires de chargement et de déchargement de produits liquides inflammables, toxiques ou polluants doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles. Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement Confinement des eaux incendie L'ouvrage d'évacuation des eaux pluviales et eaux usées industrielles dans le ruisseau de l'Aiguillon, désigné SD4, doit être muni d'un dispositif obturateur permettant de confiner les eaux accidentellement polluées notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle.
Constats : Les aires de chargement/déchargement de produits dangereux, ou de stockage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants, sont étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles. L'ouvrage d'évacuation des eaux pluviales et eaux usées industrielles dans le ruisseau de l'Aiguillon, désigné SD4 est bien muni d'un dispositif obturateur permettant de confiner les eaux accidentellement polluées notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites
Prescription contrôlée : Les quantités d'eau prélevées dans la Loire ne peuvent dépasser les valeurs limites suivantes : 150 m ³ /j (40 en étiage). L'eau prélevée est stockée dans un réservoir de 600 m ³ . L'exploitant est tenu de prendre toutes les dispositions pour ne pas effectuer ses prélèvements d'eau en même temps que la SNCF-EIMM. L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé. Ce dispositif doit être installé en amont du réservoir de stockage et doit permettre de mesurer les quantités d'eau prélevées uniquement pour l'établissement visé par le présent arrêté. La consommation doit être limitée en volume à : 82 m ³ /jour ouvré pour le réseau public, 80 m ³ /jour ouvré pour l'eau prélevée dans la Loire.
Constats : Il n'y a plus de prélèvement d'eau dans la Loire depuis janvier 2021, plus de stockage d'eau non plus : la cuve de 600 m ³ a été vidée et est débranchée. La consommation n'excède pas 82 m ³ /jour ouvré pour le réseau public, la consommation moyenne d'eau était de 56 m ³ /j en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle et suivi des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités
<p>Prescription contrôlée : Pour le rejet R3, les prélèvements doivent être effectués proportionnellement au débit sur les deux premières heures d'un épisode pluvieux. Les prélèvements du rejet R2 doivent, les cas échéants, être synchronisés avec les prélèvements des rejets R21, R22 et RD2.</p> <p>Les prélèvements des rejets R21 et RD2 doivent être réalisés simultanément.</p> <p>Les prélèvements des rejets R22 et R21-RD2 doivent être espacés d'au moins un mois.</p> <p>Les résultats doivent être accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence.</p> <p>Rendements de la station L'exploitant est tenu de vérifier les rendements épuratoires de la station d'épuration, au moins tous les 3 mois. Pour ce faire, l'exploitant est tenu de faire procéder, suivant la même fréquence, par un laboratoire agréé, aux prélèvements et analyses au point R22 sur les paramètres :</p> <p>Débit- azote global- fer DCO- phosphore- aluminium MES- chrome hexavalent- plomb hydrocarbures totaux- chrome total- zinc DBO5- cuivre- nickel</p> <p>Les résultats obtenus doivent indiquer les concentrations et les flux pour les rejets R2 et R22, ainsi que les rendements épuratoires de la station d'épuration pour chacun des paramètres.</p> <p>La transmission des résultats et des commentaires doit être cosignée par les deux établissements industriels utilisant la station d'épuration.</p> <p>Constats : Un laboratoire agréé est mandaté pour les prélèvement et analyses trimestrielles des rejets RD 2, R 21 et R2. Les prélèvements des rejets R22 (= RD3) et R21-RD2 sont espacés d'au moins un mois : l'exploitant a rappelé cette règle à l'exploitant de la STEP (Véolia), les analyses trimestrielles 2022 respecteront ce point.</p> <p>Veolia présent lors de l'inspection a assuré que les prélèvements au niveau du rejet R3 sont effectués proportionnellement au débit sur les deux premières heures d'un épisode pluvieux.</p> <p>L'exploitant a communiqué les rendements épuratoires de la station d'épuration pour chacun des paramètres des rejets R21 et RD2 . L'exploitant a communiqué via son bilan annuel environnemental les rendements épuratoires de la station d'épuration pour les 4 trimestres. Les taux d'abattement sont négatifs : - au 1^{er} trimestre pour l'aluminium car il est ajouté comme coagulant dans le traitement chimique. - au 2^{ème} trimestre le chrome VI : il s'agit d'une erreur de saisie dans le tableau, le rendement réel est de 77.8 % - au 2^{ème} et 4^{ème} trimestre pour l'azote car il est ajouté comme nutriment dans le bassin biologique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle et suivi des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 15.6
Thème(s) : Risques chroniques, Validation de l'auto-surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire procéder, à ses frais, aux prélèvements et analyses demandés dans le cadre de la surveillance des rejets par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Pour les analyses, cet organisme doit être un laboratoire agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les modalités de ce contrôle sont définies ci-dessous : pour le rejet R2 : la fréquence de ce contrôle est semestrielle. Les paramètres à contrôler sont fixés à l'article 14.3.A, pour le rejet R3 : la fréquence de ce contrôle est tous les 2 ans. Les paramètres à contrôler sont fixés à l'article 14.3.B,
Constats : Les prélèvements et analyses prévus dans l'arrêté préfectoral dans le cadre de la surveillance des rejets sont réalisés par un organisme extérieur pour R3 et R2 et ceci aux fréquences demandées : pas de non-conformité. Les VLE sont respectées sur les substances surveillées, il reste à mettre en place la surveillance prévue par l'arrêté ministériel RSDE. L'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017 (AM RSDE), publié le 6 octobre 2017, a fait évoluer de manière importante la réglementation nationale applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en matière de rejets dans l'eau de substances dangereuses. Il a principalement : <ul style="list-style-type: none">• modifié le périmètre des substances réglementées ;• modifié les valeurs limites d'émission de certaines substances ; NB : Pour ces deux premiers points, une démarche nouvelle est introduite par cet arrêté ministériel : le positionnement de l'exploitant par rapport à la possibilité de présence des substances dans ses rejets ; <ul style="list-style-type: none">• modifié les modalités de surveillance des substances (pour les substances retenues comme étant effectivement susceptibles d'être présentes dans les rejets) ;• « ancré » dans la réglementation, la nécessité d'une démonstration de la compatibilité des rejets avec le milieu récepteur. Les modifications apportées par l'AM RSDE concernant la surveillance de ces rejets sont entrées en application depuis 1 ^{er} janvier 2018 . Le positionnement RSDE de l'exploitant est en cours et a été transmis par l'exploitant à l'inspection. L'exploitant doit encore se positionner sur 4 substances pour cela il a commandé des analyses qui seront disponibles fin juin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, Accès surveillance
Prescription contrôlée : L'établissement doit être clôturé sur toute sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante pour éviter l'accès délibéré aux installations. Les accès à l'établissement doivent être constamment surveillés ou, à défaut, fermés, à l'exception des voies d'accès des trains.
Constats : L'établissement est clôturé sur une hauteur de 2 m sur toute sa périphérie. Les accès à l'établissement sont surveillés et fermés, à l'exception des voies d'accès des trains.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de secours et d'intervention
Prescription contrôlée : Les moyens d'alarme et de détection doivent être accessibles en permanence. L'exploitant doit établir, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan doit définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose. L'installation doit être dotée de 6 bornes incendie, localisées aux lieux définis ci-après : [...]
Constats : La dernière mise à jour du plan d'intervention et de secours date de mars 2020. Le site est décomposé en 7 zones correspondant à des risques particuliers. Ils sont affichés. Tous les agents sont formés à la manipulation des extincteurs (842 extincteurs sur le site, vérifiés annuellement), un recyclage est effectué tous les 5 ans. Il existe une fiche réflexe concernant la conduite à tenir. 8 exercices incendie sont prévus cette année (exercices d'évacuation, essai de sonorisation d'alarme sur tout les bâtiments). En cas d'incendie le site peut être confiné (système d'obturation des eaux industrielles et pluviales souillées). Présence de 7 bornes incendie distantes au maximum de 150 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prescriptions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, Four de décapage des sièges
Prescription contrôlée : Les sièges doivent être dégarnis avant d'être introduits dans le four de décapage. En aucun cas, le four ne doit être utilisé pour brûler des garnitures ou des déchets de quelque nature.
Constats : Le four de décapage est arrêté depuis 2019 mais il est toujours présent, le mode opératoire pour son enlèvement est à faire valider.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prescriptions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/04/2004, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Atelier de réglage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit assurer une surveillance des retombées de poussières à l'aide de 6 jauges OWEN minimum. Les retombées doivent être mesurées mensuellement. Les paramètres suivants doivent être recherchés : étain, antimoine, plomb, cuivre, nickel, fer. L'exploitant doit adresser à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1 ^{er} mars de l'année (n+1), le bilan des émissions atmosphériques canalisées et diffuses de l'atelier de réglage de l'année n. Les rejets atmosphériques canalisés de l'atelier, quelle que soit leur nature (fours, ventilations, etc.) doivent respecter en toutes circonstances les prescriptions suivantes : Somme de Sn+Sb+Cu+Ni < 2 mg/Nm ³ → contrôle par un organisme ext qui comporte un plan de localisation avec hauteur dubPR, vitesse d'éjection, T° des gaz et installation à laquelle correspond le PR.
Constats : Les jauges ont été visualisées, elles sont en place, les analyses réalisées par DEKRA en 2021 sont conformes. Le rapport de surveillance de l'impact des émissions de l'atelier de réglage et des rejets atmosphériques sont conformes (voir bilan annuel environnemental de 2021).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet